

Séance publique du 11 juillet 2005

Délibération n° 2005-2790

commission principale :

objet : **Compte rendu des décisions prises par monsieur le président et messieurs les vice-présidents en vertu de la délégation de principe accordée par la délibération en date du 3 mars 2003**

service : Délégation générale aux ressources - Direction des affaires juridiques et de la commande publique - Service des affaires juridiques

Le Conseil,

Vu le rapport du 22 juin 2005, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Il est rendu compte au Conseil des décisions suivantes prises par monsieur le président ou mesdames et messieurs les vice-présidents, en application de la délibération en date du 3 mars 2003 dans le cadre des contentieux de 2004.

N° Dossier	Nom des parties	Motif de l'instance	Position Communauté urbaine
2004DC0028	commune de Bron c/ société Léon Grosse c/ Communauté urbaine	requête en indemnisation déposée le 12 février 2004 devant le Tribunal administratif par la commune de Bron, en présence de la Communauté urbaine, à l'encontre de l'entreprise Léon Grosse ayant réalisé la construction d'un gymnase annexé au lycée JP Sartre à Bron pour des désordres constatés sur le sol de cet ouvrage, relevant de la garantie décennale de l'entreprise. Réclamation de 225 000 €.	défenderesse
2004CTXA0026	Verriere Paul c/ Communauté urbaine	requête en indemnisation devant le Tribunal administratif en date du 31 mars 2004 en vue d'obtenir réparation de la chute d'un élément de portail sur M. Verrière. requête fondée sur le terrain de la responsabilité contractuelle considérant que la convention d'occupation temporaire liant la Communauté urbaine à M. Verrière revêtait bien la qualité de contrat administratif et que ce contrat comportait une clause abusive d'exclusion unilatérale de responsabilité.	défenderesse
2004CTXA0068	Larque c/ Communauté urbaine	requête en indemnisation devant le Tribunal administratif en date du 26/08/2004 en vue de voir la responsabilité de la Communauté urbaine reconnue mais aussi de procéder aux travaux nécessaires afin de supprimer la cause des désordres (ruissellement d'eau provenant d'une voie communale) et à la condamnation de la Communauté urbaine à la somme de 2 125,29€	défenderesse

	Midas France c/ Communauté urbaine	requête devant la Cour administrative d'appel en annulation du jugement du Tribunal administratif du 20/04/2004 portant rejet de la demande de la société Midas France et demandant la condamnation de la Communauté urbaine à une somme de 106 477 € + intérêts courant depuis le 01/01/1999 + 5 000 € pour responsabilité du fait des travaux de voirie rue Marietton Lyon 9°	défenderesse
2004CTXA0082	Trupheme Alain c/ Communauté urbaine	requête devant le Tribunal administratif le 23 septembre 2004 demandant l'annulation de décisions de la Communauté urbaine refusant d'engager une procédure de classement d'office de la rue du Docteur Vaillant à Lyon 3° et une procédure judiciaire de réitération de compromis	défenderesse
2004CTXJ0030	procureur de la République et Associations de pêche.	citation à comparaître pour infraction au code de l'environnement (avoir jeté, déversé dans les eaux du ruisseau du Ratier à Saint Genis les Ollières, des eaux usées provenant du réseau d'assainissement). décision de relaxe	défenderesse
2004CTXA0063	Rutter c/ Communauté urbaine	requête devant la Cour administrative d'appel en annulation du jugement du 2 avril 2002 du Tribunal administratif portant rejet de la requête de Mme Rutter aux fins de l'indemnisation des dommages subis suite à l'accident survenu sur la voie publique (Lyon 2°) le 20/08/1996 et demandant la condamnation de la Communauté urbaine en tant que responsable des conséquences dommageables de l'accident	défenderesse
2004CTXA0068	Sessin c/ Communauté urbaine	requête devant la Cour administrative d'appel en annulation du jugement rendu par le Tribunal administratif le 09/06/2004 portant rejet de la requête de Mme Sessin aux fins de l'indemnisation des conséquences dommageables de sa chute sur la voie publique et demandant la condamnation de la Communauté en tant que responsable des dommages à la somme de 13 132,93 €	défenderesse
2004CTXA0011	Cipollone c/ Communauté urbaine	requête devant le Tribunal administratif en date du 30/12/2003 demandant la condamnation de la Communauté urbaine, en tant que responsable des dommages consécutifs à la chute à moto sur chaussée, à la somme de 1 644,47 € portant intérêt à compter du 16/10/2002	défenderesse

2004CTXA0017	Verriere c/ Communauté urbaine	assignation devant le Tribunal de grande instance en date du 15/03/2004 à la requête de M. Verriere sur le fondement de l'article 1384-al.1 du code civil (responsabilité du fait de chose) en vue de l'indemnisation intégrale de son préjudice (chute d'un élément de portail sur M. Verriere) soit la somme de 154 979,26 € portant intérêt à compter du jour de la demande	défenderesse
2004CTXA0086	Hubermont c/ Communauté urbaine	requête devant le Tribunal administratif en date du 29/09/2004 demandant la condamnation de la Communauté urbaine, en tant que responsable des dommages consécutifs à la chute à moto sur la chaussée en cours de travaux, à la somme de 1 417,98 €.	défenderesse
voirie 2000DC0052	Electricité moderne et Me Nespoulous (liquidateur) c/ Communauté urbaine	AOO pour la rénovation des équipements du tunnel sous Fourvière lot n° 6 : équipements courants faibles (à tranches) - contestation analyse des références par le candidat - requête devant le tribunal administratif de Lyon le 25/10/99 tribunal administratif de Lyon - rejetée le 11/10/01 - appel des demandeurs devant la Cour d'appel de Lyon le 18/12/01	défenderesse
mission ENS 2001DC0151	société Sort et Chasle Lyon en redressement judiciaire c/ Communauté urbaine	- marché de travaux pour l'implantation à Lyon de l'ENS lettres et sciences humaines et d'une bibliothèque de recherche associée lot n° 15 : faux plafonds - demande du titulaire d'une provision de 300 000 F pour indemnisation des moyens mis en œuvre pour respecter les délais, suite au retard pris par les autres lots, - requête en référé provision devant le tribunal administratif de Lyon le 11/10/01 jugement du tribunal administratif de Lyon du 3/07/03, rejet de la demande (jugement lié avec la demande au fond), - appel devant la cour d'appel de Lyon le 04/08/03 par Sort et Chasle ordonnance du 12/11/03 rejet de l'appel - pourvoi en cassation devant le C.E. le 21/01/04 par Sort et Chasle	défenderesse

mission ENS 2001DC0152	société Sort et Chasle Lyon (en redressement judiciaire) c/ Communauté urbaine	marché de travaux pour l'implantation à Lyon de l'ENS lettres et sciences humaines et d'une bibliothèque de recherche associée lot n° 15 : faux plafonds - demande du titulaire pour paiement de 1 745 800 F au titre du préjudice subi en raison des moyens supplémentaires mis en œuvre pour respecter les délais suite au retard pris par les autres lots, - requête devant le tribunal administratif de Lyon le 11/10/01 jugement du tribunal administratif de Lyon du 3/07/03 - rejet de la demande - appel devant la cour d'appel de Lyon le 04/08/03 par Sort et Chasle ordonnance du 12/11/03 rejet de l'appel - pourvoi en cassation devant le C.E. le 21/01/04 par Sort et Chasle	défenderesse
direction de l'information et de la communication externe	société Coquard Signalétique c/ Communauté urbaine	- marché public pour la réalisation de panneaux d'information sur les chantiers propres de la Communauté urbaine - requête du titulaire aux fins d'indemnisation suite à déclaration sans suite du marché 141 476,69 € au titre de dépenses inutilement exposées ; 390 044,93 € pour préjudice commercial et perte de marge ; 15 245 € préjudice résultant de la réutilisation par d'autres entreprises de prototypes de panneaux - requête devant le tribunal administratif de Lyon le 10/05/02 jugement du tribunal administratif de Lyon le 17/06/04 responsabilité C.U. retenue en partie	défenderesse
DGP mandat SERL	Perrier TP mandataire d'un groupement c/ Communauté urbaine	- marché de travaux pour le réaménagement du boulevard Vivier Merle - demande du titulaire de 2 263 414,55 € HT en surplus pour difficultés imprévues et prestations non prévues - requête devant le tribunal administratif de Lyon le 22/07/02 contre la Serl avec demande de condamnation in solidum de la Communauté urbaine jugement du Tribunal administratif du 25/11/04 requête rejetée	défenderesse
voirie 2002DC0075	groupement Mazza BTP/ Dumas/ Stalp TP/ Coiro c/ Communauté urbaine	- procédure d'AOO Vaulx en Velin - réalisation d'une voie nouvelle - lot n° 1 voirie- - contestation par le candidat de l'obligation pour chaque membre du groupement solidaire de fournir toutes les références exigées - requête devant le tribunal administratif de Lyon le 9/08/02 jugement du Tribunal administratif du 7/10/04. décision de CAO annulée - (la solidarité est purement financière, on ne peut exiger de chaque cotraitant l'ensemble des justificatifs techniques)	défenderesse

voirie 2002DC0076	groupement Mazza BTP/ Dumas/Stalp TP/Coiro c/ Communauté urbaine	- procédure d' AOO pour Vaulx en Velin - réalisation d'une voie nouvelle - lot n° 2 assainissement- - contestation de l'obligation pour chaque membre du groupement solidaire de fournir toutes les références exigées - requête devant le tribunal administratif de Lyon le 9/08/02 - jugement du Tribunal administratif du 7/10/04 - Décision de CAO annulée - (la solidarité est purement financière, on ne peut exiger de chaque cotraitant l'ensemble des justificatifs techniques)	défenderesse
mission ENS 2003DC0073	groupement Patricola / Cerniaut / Siffert et Fils c/ Communauté urbaine	- marché de travaux pour la construction de l'ENS lettres et sciences humaines et d'une bibliothèque de recherche associée - lot n° 7 : plomberie, sanitaires et protection incendie - demande du titulaire de paiement de travaux supplémentaires, intérêts moratoires et frais pour 504 166,73 € HT - requête du titulaire devant le tribunal administratif de Lyon le 14/11/02	défenderesse
voirie 2003DC0011	Entreprise De Filippis c/ Communauté urbaine	- procédure d'AOO fourniture et façonnage de bordures... (marché à bons de commande) - contestation de l'analyse des références par le candidat - requête du candidat devant le tribunal administratif de Lyon le 4/02/03 - jugement du 08/07/04 prend acte du désistement du demandeur	défenderesse
voirie 2003DC0030	Les carriers de la Vaure/Scop Carrière de la Beurrière c/ Communauté urbaine	- procédure d'AOO - fourniture et façonnage de bordures - lots n° 1, 2, 3 (marchés à bons de commande) - contestation du rejet de candidature. Pas d'arguments développés. - requête devant le tribunal administratif de Lyon le 21/02/03 - jugement du 08/07/04 - rejet de la requête pour défaut de moyens	défenderesse
propreté 2003DC0029	Lyonnaise d'hygiène c/ Communauté urbaine	- AOO pour des prestations de nettoyage divers - lot n° 4 - contestation par le candidat des clauses du DCE - non-mention d'une obligation de reprise du personnel par les nouveaux titulaires - requête devant le tribunal administratif de Lyon le 28/02/03 - jugement du 16/12/04 (rejet de la requête)	défenderesse
eau	Groupement Axima /Axima centre c/ Communauté urbaine	- marché de travaux de terrassement et aménagement paysager - bassin de rétention et d'infiltration ZAC des Noyeraies à Dardilly - requête du demandeur le 14/03/03 devant le comité de règlement amiable des litiges (CRAL) - contestation du montant du marché arrêté par le maître d'ouvrage dans le décompte général définitif	défenderesse

		- avis du CRAL du 19/12/03 proposant que le maître d'ouvrage verse 15 000 € TTC au demandeur. - avis non accepté par la Communauté urbaine	
DLB 2003DC0043	Hélicopie c/ Communauté urbaine	- appel d'offres - reprographie administrative de plans et pliage - lot n° 3 : reproduction de plans pour bureaux d'études ou services spécialisés (marché à bons de commande) - tribunal administratif de Lyon requête du 22/04/03 - contestation par le candidat du rejet de candidature - jugement du 7/10/04 rejet de la requête	défenderesse
DGDU 2003DC0071	Préfecture du Rhône c/ Communauté urbaine	- appel d'offres pour les observatoires de la demande de logement social (21 lots) (marchés à bons de commandes sauf lot n° 16) - tribunal administratif de Lyon, requête du contrôle de légalité le 14/05/03 au motif de non publication d'un avis de publicité au BOAMP pour un marché de seuil européen - jugement du 01/07/04 annulation des marchés	défenderesse
DLB 2003DC0070	Serely c/ Communauté urbaine	- Vaulx en Velin - Ecoin sous la combe - marché de travaux d'électricité - requête du titulaire le 21/05/03 devant le comité de règlement amiable des litiges - demande du titulaire pour paiement de travaux supplémentaires indispensables. désaccord sur le montant à payer pour solde marché - demande du titulaire 36 834,44€ TTC - la Communauté urbaine accepte de régler 17 710,60 € TTC - avis du 04/12/03 - solde du marché fixé à 20 000 € TTC - avis non suivi d'un accord entre les parties	défenderesse
mission ENS 2003DC0072	AMEC Spie (ex Spie Trindel) (Me Croset) c/ Communauté urbaine	- implantation à Lyon de l'ENS lettres et sciences humaines et d'une bibliothèque de recherche associée - lot n° 6 : génie climatique - marché de travaux - tribunal administratif de Lyon requête du 26/05/03 - demande du titulaire pour paiement de prestations supplémentaires, de variation des prix au-delà du délai prévu, intérêts moratoires et compensatoires pour un total de 878 051,32 € HT + 10 000 € suite au contentieux	défenderesse
mission ENS	G3A (mandataire du G.L.) c/ société Charbonnel et société Wanner industrie	- implantation à Lyon de l'ENS lettres et sciences humaines et d'une bibliothèque de recherche associée - lot n° 15 : faux plafonds - marché de travaux - tribunal administratif de Lyon, requête du mandataire en référé provision le 12/09/03 - réclamation de 119 231,29 € TTC réfaction du maître d'ouvrage pour non conformité des travaux au cahier des charges	demandeur

mission ENS	Communauté urbaine c/ société Charbonnel et société Wanner industrie et société Sort et Chasle	- implantation à Lyon de l' ENS lettres et sciences humaines et d'une bibliothèque de recherche associée lot n° 15 : faux plafonds marché de travaux - tribunal administratif de Lyon, requête en référé provision de la Communauté urbaine le 16/02/04 réclamation de 119 231,29 € TTC	demandeur
mission ENS	Communauté urbaine et l'cade G3A (mandataire du GL) c/ société Charbonnel et société Wanner industrie (titulaire) et société Sort et Chasle	- implantation à Lyon de l'ENS lettres et sciences humaines et d'une bibliothèque de recherche associée lot n° 15 : faux plafonds marché de travaux - requête devant le tribunal administratif de Lyon de la Communauté urbaine et du mandataire le 24/03/04 (contre Charbonnel et Wanner) et requête fin mars 05 contre Sort et Chasle - réclamation de 119 231,29 € TTC réfaction du maître d'ouvrage pour non-conformité des travaux au cahier des charges	demandeur
DGP	société Intrafor c/ Communauté urbaine (titulaire)	- extension du palais des congrès - salle 3000 - lot n° 1 : parois moulées pompage marché de travaux - requête du titulaire devant le CRAL le 02/04/04 suite à des difficultés d'exécution du chantier demande de 941 744 € HT de plus (+ 25 % du montant initial) - avis du CRAL le 23/09/04 (invite le GL à négocier), notifié le 11/10/04 - rejet de l'avis du CRAL par la Communauté urbaine	défenderesse
voirie	Soterly c/ Communauté urbaine	- AOO - marchés de travaux d'entretien et de petits investissements lot n° 1 - requête du candidat devant le tribunal administratif de Lyon le 27/03/04 contestation de l'analyse de l'offre sur le lot n° 1	défenderesse
DLB	Serely c/ Communauté urbaine	- Vaulx en Velin - Ecoir sous la Combe - construction de 2 ensembles de garages lot n° 5 : électricité, courants forts, courants faibles - tribunal administratif de Lyon requête du titulaire en référé provision le 04/05/04 notifiée le 10/05/04 demande d'une provision de 19 099,95 € TTC et 2 000 € d'indemnité	défenderesse
DLB	Serely c/ Communauté urbaine	- Vaulx en Velin -Ecoir sous la Combe - construction de 2 ensembles de garages lot n° 5 : électricité, courants forts, courants faibles - tribunal administratif de Lyon, requête au fond du titulaire le 04/05/04 notifiée le 10/05/04 demande de paiement pour travaux supplémentaires, intérêts moratoires et frais de 27 285,27 € TTC et 2 000 € d'indemnité	défenderesse

DGDU (mandat SERL)	BEC c/ SERL et Communauté urbaine	- marché de travaux - travaux primaires - ZAC Feuilly - lot n° 9 : génie civil, canalisations d'amenée, équipement électromécanique - requête du titulaire devant le CRAL le 19/05/04 - demande de paiement de travaux supplémentaires pour 84 086,09 € HT - avis du CRAL le 18/11/04	défenderesse
DGP (mandant SERL)	Campenon Bernard c/ Communauté urbaine	- marché de travaux pour la trémie du parking sud-ouest du boulevard Vivier Merle CRAL - requête du titulaire le 28/09/04 en demande de paiement de travaux supplémentaires et frais d'immobilisation de chantier pour 136 369 € HT - avis du CRAL du 17/03/05 qui accorde au titulaire 150 000 € TTC	défenderesse
eau	Moulin TP c/ Communauté urbaine	AO - travaux de protection dynamique du champ captant de Crépieux Charmy - recours au fond du candidat devant le tribunal administratif de Lyon le 15/10/04 (notifié le 2/12/04) - au motif de : - non-respect du délai raisonnable d'information des offres non retenues et non- transmission des informations obligatoires (article 76 cmp) - contestation du rejet de l'offre et demande de 1 200 460,77 € + 3 000 € frais irrépétibles - débat sur la conformité de l'offre - débat sur l'absence d'un prix - débat sur le niveau de précisions de l'offre - débat sur la démarche qualité de l'entreprise - débat sur les délais proposés	défenderesse
voirie	société GTIE Rhône-Alpes c/ Communauté urbaine	- marché de travaux tunnel sous Fourvière - lot n° 6 : courants faibles - requête du titulaire devant le CRAL le 1/12/04 (notifiée 3/12/04) - demande d'indemnisation pour sujétions imprévues et demande paiement intérêts moratoires	défenderesse
DGP	société Europe fondations (ex Intrafor)	- marché de travaux pour l'extension du palais de congrès de Lyon - salle 3000 - lot n° 1 : paroi moulée, pompage - recours au fond du titulaire devant le tribunal administratif de Lyon le 28/01/05 notifié le 15/02/05 - demande d'indemnisation de prestations supplémentaires en études et en travaux pour un montant de 1 126 325 € TTC + 3 000 €	défenderesse

2004 DC 0068 NP	Longueville Jeanne c/ Communauté urbaine	recours indemnitaire devant le tribunal administratif de Lyon du 10/08/2004 au motif du changement de zonage opéré par le POS 26/02/2001 sur sa propriété 205/207, rue du 4 août 1789 à Villeurbanne réduisant les droits à construire	défenderesse
2004 DC 0124 NP	Estable et autres c/ Communauté urbaine	recours en annulation du 23/11/2004 à l'encontre de la délibération du 20/09/2004 approuvant la modification n° 14 du POS secteur nord-ouest en ce qu'elle concerne la zone du Contal sur le territoire de la commune de la Tour de Salvagny (allée Véronique)	défenderesse
2004 DC 0121 NP	Mme July c/ Communauté urbaine	recours en annulation du 15/11/2004 à l'encontre de la délibération du 20/09/2004 approuvant la modification n° 13 du POS secteur sud-ouest en ce qu'elle concerne le classement en zone UAe de parcelles situées rue Deshay et avenue de la Libération à Sainte Foy lès Lyon jouxtant sa propriété	défenderesse
2004 DC 0062 NP	M. Allard-Latour c/ Communauté urbaine	recours en annulation du 18/06/2004 à l'encontre de la délibération du 29/03/2004 approuvant la révision simplifiée du POS secteur centre relative à la création des parcs de stationnement Lyautey et Brosset Lyon 6°	défenderesse
2004 DC 0120 NP	messieurs Carrie et Hemon c/ Communauté urbaine	recours en annulation du 22/11/2004 à l'encontre de la délibération du 20/09/2004 approuvant la révision simplifiée du POS secteur centre relative à la création d'un parc de stationnement souterrain square Delestraint à Lyon 3°	défenderesse
2004 DC 0110 NP	société Enerpart c/ Communauté urbaine	recours en annulation de la décision du 23/07/2004 par laquelle le président de la Communauté urbaine signait le contrat de DSP pour la production et la distribution de chaleur, de vapeur et de froid urbains avec la société Dalkia France	défenderesse
2004DC0028	SCI BMB c/ Communauté urbaine	requête en annulation devant le tribunal administratif de Lyon en date du 10/03/2004 tendant à l'annulation de la décision de la Communauté urbaine de rejet d'une DIA du 12/12/2003 visant un bien appartenant à la SCI BMB situé 46, rue Anatole France à Saint Fons	défenderesse
2004DC0046	société Prodith c/ Communauté urbaine	requête en annulation devant le tribunal administratif de Lyon en date du 27/03/2004 à l'encontre de la délibération du 24/11/2003 refusant à la société Prodith le versement des indemnités réclamées au titre de la résiliation anticipée du contrat de concession de chauffage et du rachat des biens de reprise et sollicitant le versement d'une indemnisation à hauteur de 58 713 000 € HT	défenderesse

2004DC0048	Mr et Mme Ferrari c/ Communauté urbaine	requête aux fins de référé expertise devant le tribunal administratif de Lyon en date du 27/04/2004 pour une estimation de la valeur de la propriété des époux Ferrari située 63, chemin du Charbonnier à Saint Priest et notamment de sa dépréciation du fait des travaux entrepris conjointement par la commune de Saint Priest et de la Communauté urbaine	défenderesse
2004DC0128	société Sofimmo c/ Communauté urbaine	requête de la société Sofimmo devant le Tribunal administratif en date du 23/11/2004 demandant la réformation d'un arrêté de préemption du 20/09/2004 en vue de faire constater que le prix mentionné dans la DIA est hors taxe et faire acquitter par la Communauté urbaine la TVA afférente	défenderesse
2004DC0136	société SEEM c/ Communauté urbaine	requête en annulation devant le Tribunal administratif déposée par la société SEEM en date du 07/09/2004 à l'encontre de la décision du président de la Communauté urbaine du 23/07/2004 de signer le contrat de DSP pour la production et la distribution de la chaleur, de la vapeur et du froid urbain avec la société Dalkia France	défenderesse
2004 DC 0002	M. Chetibi Smaïl c/ Communauté Urbaine	requête déposée au tribunal administratif de Lyon le 9/12/2003 aux fins d'obtenir l'annulation de l'arrêté du 13/10/2003 par lequel le président de la Communauté urbaine a infligé à l'intéressé la sanction du blâme	défenderesse.
2004 CTXA 0016	M. Doublet Xavier c/ Communauté urbaine	requête déposée au tribunal administratif de Lyon le 24/06/2004 aux fins d'obtenir l'annulation de la décision du 26/04/ 2004 par laquelle le président de la Communauté urbaine a prononcé le licenciement de M. Doublet et l'annulation de l'arrêté du 26/04/2004 ayant mis fin à ses fonctions	défenderesse
2004 DC 0034	Préfet du Rhône c/Communauté urbaine	requête déposée au tribunal administratif de Lyon le 4/03/2004 aux fins d'obtenir l'annulation de l'arrêté en date du 1/09/2003 par lequel le président de la Communauté urbaine a fixé la rémunération de M. Doublet	défenderesse
2004 DC 0039	Communauté urbaine c/ Patrick Forster	constitution de partie civile de la Communauté urbaine devant le tribunal correctionnel de Lyon pour le préjudice moral directement occasionné à l'établissement public par les faits d'escroquerie et d'abus de confiance perpétrés par M. Forster	demanderesse

2004 DC 0071	M. Perrier Jean-Michel c/ Communauté urbaine	requête déposée au tribunal administratif de Lyon le 28/06/2004 aux fins d'obtenir l'annulation des décisions prises les 13/05 et 22/08/2002 et le 21/01/2003 par lesquelles le président de la Communauté urbaine a placé l'intéressé en congé de maladie ordinaire du 17/01/2002 au 16/01/2003 demande d'annulation également des décisions des 31/01 et 11/06/2003 par lesquelles le président de la Communauté urbaine a placé M. Perrier en disponibilité d'office jusqu'à sa mise à la retraite pour invalidité	défenderesse
2004 DC 0095	M. Abdelaziz Rachid c/ Communauté urbaine	requête déposée au tribunal administratif de Lyon le 8/09/2004 aux fins d'obtenir l'annulation de l'arrêté du 13/05/2004 par lequel le président de la Communauté urbaine a placé d'office M. Abdelaziz en congé de maladie ordinaire à compter du 17/05/2004 jusqu'à son admission à la retraite pour invalidité	défenderesse
2004 DC 0104	M. Vinatier René c/ Communauté urbaine	requête déposée au tribunal administratif de Lyon le 13/09/2004 aux fins d'obtenir l'allocation de dommages et intérêts pour harcèlement moral de la part de l'employeur	défenderesse
2004 DC 0108	Communauté urbaine de Lyon c/ M. Di Nota Christophe	appel formé devant la cour administrative de Lyon par la collectivité contre le jugement du tribunal administratif de Lyon en date du 1/06/2004 ayant annulé l'arrêté du 25/07/2003 par lequel le président de la Communauté urbaine a prononcé la révocation de M. Di Nota	demanderesse
2004 CTXJ 0013	Melle Bachian Hélène c/ Communauté urbaine	assignation à comparaître devant le tribunal d'instance de Lyon délivrée le 28/05/2004 par mademoiselle Bachian aux fins de voir reconnaître le transfert à son bénéfice, du bail verbal d'habitation qui avait été consenti par la Communauté urbaine à sa grand-mère, Mme Zartig Bachian pour l'immeuble qu'elle occupe situé 56, cours du Docteur Long à Lyon 3°	défenderesse
2004 DC 0082	M. Favier Frédéric c/ Communauté urbaine	assignation à comparaître devant le tribunal de grande instance de Lyon délivrée le 19/08/2004 par M. Favier aux fins de voir dire que la Communauté urbaine n'avait pas qualité pour lui notifier valablement un refus de renouvellement de son bail commercial et qu'en conséquence, son bail a été renouvelé pour une durée de 9 ans du 1/01/2002 au 31/12/2010, pour les locaux qu'il occupe situés 29, rue des Halles à Saint Genis Laval	défenderesse.

2004 DC 0033	Serge Thomassin c/ Communauté Urbaine	requête en annulation devant le Tribunal administratif en date du 16/01/2003 en vue de modifier la date de consolidation des lésions suite à un accident du travail survenu le 29/05/2002. rejet de la requête	défenderesse
2004 DC 0013	Chapuis c/ Communauté urbaine	requête devant le Tribunal administratif en date du 23/12/2003 en vue de faire reconnaître l'accident dont il a été victime au titre des accidents du travail	défenderesse
2004 DC 0093	Amamra c/ Communauté Urbaine	requête en date du 23/07/2004 devant le tribunal administratif de Lyon à l'encontre d'un arrêté en date du 08/07/2003 refusant à l'agent le bénéfice du congé pour accident imputable au service	défenderesse
2004 DC 0081	Amamra c/ Communauté urbaine	requête en date du 23/07/2004 devant le tribunal administratif de Lyon tendant à l'annulation d'un arrêté par lequel M. le président de la Communauté urbaine lui a infligé le 22/07/2003 une sanction disciplinaire consistant en une exclusion temporaire de fonction pour une durée de 6 mois	défenderesse

Vu ledit dossier ;

DELIBERE

Prend acte du compte-rendu des décisions citées et prises en vertu de la délégation de principe accordée par la délibération en date du 3 mars 2003.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,